

Biel, 19. Februar 2010

Communiqué (version française en bas)

Parolen der Grünen Biel für die Abstimmung vom 7. März 2010

Der Vorstand der Grünen Biel hat folgende Parolen für die Abstimmung vom 7. März beschlossen:

Stimmfreigabe zur Teiländerung der Teilgrundordnung „Bözingenfeld West“ im Bereich „Stades de Bienne“

Die Grünen haben sich stets für den Ersatz der veralteten Fussball- und Eisstadien geäussert. Biel braucht neue Anlagen für einen für alle zugänglichen Breitensport! Die Entwicklung des „PPP Stades de Bienne“ ist aber bedenklich. Die Stadt hat mit dem Privatunternehmen HRS zum Bau der Stades de Bienne eine Vereinbarung. Diese soll nun auf Druck von HRS geändert werden. Hat die Stadt noch das Sagen? Die Projektführung wird von der zuständigen Kommission im Stadtrat bemängelt. Hat die Stadt noch die Kontrolle? Die öffentliche Hand geht ein enormes finanzielles Risiko ein.

Die vorgeschlagene Nutzungsanpassung sieht neu eine Verkaufsfläche für Lebensmittel und grössere Gastgewerbebetriebe vor. Es wird jedoch nicht glaubhaft belegt, dass es dadurch nicht zu einer Konkurrenzierung des Innenstadtgewerbes und zu Mehrverkehr kommt. Unter diesen Umständen stimmen die Grünen der Vorlage nicht zu und verzichten auf eine Stimmempfehlung.

NEIN zum Verfassungsartikel über die Forschung am Menschen

Es ist unverständlich, dass die Forschungsfreiheit im neuen Verfassungsartikel zur Forschung am Menschen, der explizit als Schutzartikel gedacht war, aufgeführt wird. Vielmehr hätte der Verfassungsartikel den besonderen Schutz für Menschen hervorheben sollen, die an Forschungsprojekten teilnehmen oder dafür persönliche Daten zur Verfügung stellen.

JA zur Tierschutzanwaltschaft-Initiative

Das Gesetz gegen Tierquälerei sieht für praktisch sämtliche Verstösse gegen den Tierschutz eine Strafe vor. Die Vollzugsprobleme bei Strafverfahren sind offenkundig und konnten mit dem Tierschutzgesetz nicht behoben werden. Den Angeschuldigten stehen zahlreiche Mitwirkungsrechte zu ihrer Verteidigung zur Verfügung, den Opfern – in diesem Fall den Tieren und den Tierschutzorganisationen – jedoch keine. Der Kanton Zürich kennt seit über zehn Jahren einen „Tieranwalt“. Er wird von den Behörden und der Bevölkerung geschätzt. In einigen Kantonen werden dafür Verstösse gegen das Tierschutzgesetz kaum strafrechtlich verfolgt. Deshalb braucht es eine eidgenössische Lösung des Vollzugsproblems.

NEIN zur Änderung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG)

Würde die Gesetzesänderung angenommen, würde der Umwandlungssatz (Prozentsatz des angesparten Kapitals, der den Pensionierten als Rente jährlich ausbezahlt wird) bis 2015 statt auf 6,8 Prozent auf 6,4 Prozent gesenkt. Diese Senkung des Umwandlungssatzes bedeutet für zukünftige Rentnerinnen und Rentner einen massiven Rentenverlust. Wegen der steigenden Lebenserwartung wird der Umwandlungssatz bereits seit 2005 und bis 2015 in mehreren Schritten von 7,2 Prozent auf 6,8 Prozent gesenkt. Der geplante Sozialabbau ist besonders stossend, da die Versicherungen in den letzten Jahren grosse Gewinne gemacht und den Managern Millionengehälter bezahlt haben.

Auskunft:

Urs Scheuss, Präsident, 078 795 91 83

Bienne, 19 février 2010

Communiqué

Mots d'ordre des Verts Bienne pour les votations du 7 mars 2010

Le comité des Verts Bienne a adopté les mots d'ordre pour les votations du 7 mars comme suit :

Liberté de vote pour la modification partielle de la réglementation fondamentale partielle « Champs-de-Boujean » dans le secteur des « Stades de Bienne »

Les Verts se sont prononcés constamment en faveur du remplacement des stades vétustes de football et de hockey. Bienne a besoin de nouvelles installations disponibles pour tous les sportifs ! Mais l'évolution des „PPP Stades de Bienne“ est préoccupante. La ville a conclu une convention avec l'entreprise privée HRS pour la construction des stades. Sur la pression de HRS, cette convention doit maintenant être modifiée. Est-ce que la ville a encore quelque chose à dire ? La direction du projet a été critiquée au Conseil de ville par la commission compétente. La ville peut-elle encore contrôler ce projet ? La partie publique s'engage dans un immense risque financier.

L'adaptation d'affectation proposée prévoit l'introduction d'une surface commerciale pour les denrées alimentaires et des restaurants plus grands. Or, on ne peut pas nous faire croire que cela n'entraînera pas une concurrence avec les activités commerciales du centre de la ville et n'augmentera pas le trafic. Vu les questions ouvertes et les incertitudes ces les Verts manifestent leur désaccord avec ce projet et renoncent à donner une recommandation de vote.

NON à l'article constitutionnel concernant la recherche sur l'être humain

On ne comprend pas très bien pourquoi le nouvel article constitutionnel invoque la liberté de recherche, alors qu'il avait été explicitement pensé comme un garde-fou. Il devrait au contraire se concentrer sur la nécessité de garantir une protection particulière aux personnes qui participent à un projet de recherche ou fournissent des données personnelles.

OUI à l'initiative pour un avocat de la protection des animaux

La loi contre les mauvais traitements envers les animaux prévoit de sanctionner toute infraction à la protection des animaux. Les problèmes d'application sont cependant évidents. Les auteurs des délits peuvent actionner de nombreuses voies de recours, alors que les victimes – les animaux – n'en ont aucune. Cela fait maintenant dix ans qu'un avocat des animaux officie dans le canton de Zurich. Son action est très appréciée, tant par la population que par les autorités. Par contre, dans certains cantons, les délits contre les animaux ne sont pour ainsi dire jamais poursuivis. Le problème que pose l'application de la loi doit donc être résolu au niveau national.

NON à la modification de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)

Si la révision de la LPP est acceptée, le taux de conversion des rentes (pourcentage du capital épargné versé annuellement comme rente) sera abaissé de 6,8 à 6,4 % d'ici 2015. Cette diminution du taux de conversion déboucherait sur une diminution massive des rentes futures. Du fait de l'augmentation de l'espérance de vie, le taux de conversion du 2e pilier est déjà en train d'être abaissé. De 2005 à 2015, il doit passer en plusieurs étapes de 7,2 à 6,8 %. Le vieillissement de la population se trouve ainsi suffisamment pris en compte. La réduction des prestations sociales est particulièrement révoltante lorsqu'on sait que les assureurs ont encaissé de gros bénéfices et payé des salaires faramineux à leurs managers durant ces dernières années.

renseignement:

Urs Scheuss, président, 078 795 91 83